Les Cahiers de droit

Sous la direction de Gérard-A. BEAUDOIN, *La Cour suprême du Canada, Actes de la Conférence d'octobre 1985, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1986, 436 p., ISBN 2-8973-589-3.*

Patrice Garant

Volume 28, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/042853ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/042853ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de droit de l'Université Laval

ISSN

0007-974X (imprimé)

1918-8218 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Garant, P. (1987). Compte rendu de [Sous la direction de Gérard-A. BEAUDOIN, *La Cour suprême du Canada, Actes de la Conférence d'octobre 1985, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1986, 436 p., ISBN 2-8973-589-3.*] *Les Cahiers de droit*, 28(4), 1016–1017. <https://doi.org/10.7202/042853ar>

Tous droits réservés © Faculté de droit de l'Université Laval, 1987

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

devenir viellots. Je le recommanderais volontiers à toute personne moins âgée que la Confédération.

Marc GIGUÈRE
Université Laval

Sous la direction de Grald-A. BEAUDOIN,
La Cour suprme du Canada, Actes de
la Confrence d'octobre 1985, Cowans-
ville, ditions Yvon Blais, 1986, 436 p.,
ISBN 2-8973-589-3.

Les textes consacrs la Cour suprme commencent tre plus abondants bien que les premiers ne remontent qu' 1974 pour ainsi dire. Viennent de paratre les *Actes de la Confrence d'octobre 1985* organise par la Facult de droit de l'Universit d'Ottawa et consacre la Cour suprme. L'ouvrage comprend les textes de 24 communications et de quelques autres discours ou mots de prsentation. Il comprend en outre une courte biographie de tous les juges de la Cour depuis 1875 ainsi qu'une bibliographie slective (17 ouvrages et 182 articles).

L'ouvrage est trs bien prsent et constitue pour ceux qui n'ont pu participer cette confrence un document de lecture agrable dans l'ensemble. Il comprend six chapitres regroupant sous autant de thmes les communications.

Le chapitre 1 consacr au rle de la Cour comme arbitre du partage des comptences comprend deux textes qui mritent d'tre mentionns soit celui de Franois Chevette et celui d'Edouard McWhinney.

Le chapitre 2 traite de la Cour comme interprte de la common law et du droit civil. Un thme aussi vaste a fourni nanmoins Allen Linden et Wendy Jill Linden l'occasion de faire un bilan succinct et fort dense de la jurisprudence de la Cour en matire de *Tort Law* de 1970 1985. Quant Jean-Louis Baudoin il fait un bilan analogue pour le rle qu'a jou la Cour comme interprte final du droit civil qubcois.

Le chapitre 3 a pour titre *La Cour et le droit criminel*. Un texte nous a intress par l'expos clair qu'il donne de l'attitude de la Cour quant aux moyens de dfense ; il s'agit de la communication de Gisle Ct-Harper.

Le chapitre 4 est consacr aux structures et la modernisation de la Cour. Il contient diverses observations assez gnrales.

Le chapitre 5 traite de la Cour comme interprte de la Charte. Deux exposs ont particulirement retenu notre attention. Morris Manning dans un texte de 24 pages nous donne un aperu des diffrents rles de la Cour sous la Charte. En disciple de Dworkin, Manning estime que « The Court is a forum of principle rather than a forum of policy ». La Cour exerce certes une fonction politique ou lgislatrice ; toutefois elle opre au plan des principes plutt qu' celui des pressions inhrentes la politique active. Devant la Cour les questions fondamentales de moralit sociale et politique sont dbattues comme question de principes et non comme des problmes qu'a rsoudre le pouvoir politique du jour ! Quel dfi extraordinaire pour la Cour... « It holds out the promise that the deepest, most fundamental conflicts between individual and society will once, someplace, finally, become questions of justice. I do not call that religion or prophecy. I call it law » (Dworkin, *A matter of Principle*, 1985).

L'autre texte digne de mention est celui d'Andr Morel qui traite de la valorisation de la Charte par le moyen de la Dclaration. Morel y voit l, juste titre, « une rhtorique judiciaire trompeuse ».

Le chapitre 6 est consacr au rle des cours de dernier ressort. On y retiendra de courts exposs de la situation en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne fdrale, en Belgique, aux tats-Unis et en Bolivie.

 part les sept textes dont nous avons soulign l'apport scientifique au plan de la rflexion ou de la connaissance du rle de la Cour, il nous faut avouer que les autres pages de l'ouvrage sont pleines de propos intressants dans certains cas mais ne comportant rien de neuf.

Il ne fait aucun doute que la Conférence a dû être fort stimulante mais cela ne suffit pas à laisser à la postérité des textes substantiels. La publication de l'ensemble constitue certes un précieux souvenir pour les participants mais ce sera avant tout un ouvrage de référence utile par plusieurs des textes qu'il contient.

Patrice GARANT
Université Laval

Rémi Michael, BEAUPRÉ, *Interprétation de la législation bilingue*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1986, 284 p., ISBN 2-89127-037-1.

L'Interprétation de la législation bilingue est la traduction française de *Construing Bilingual Legislation in Canada*, Toronto, Butterworths, 1981. Il est donc une œuvre à la fois bilingue et «bijuridique» dans ses analyses des interprétations possibles de la législation dans les deux langues officielles du Canada. Il convient donc de situer la présente recension aux deux plans de la langue et du droit.

1. La traduction du professeur Ethel Groffier Atala

À l'instar de tous les comparatistes, la professeure Atala, qui s'est chargée de la traduction, ne s'est pas donné une tâche facile : rendre en français un ouvrage dont la substance s'inspire en grande partie du common law, engendrait des obligations tant au plan juridique que lexical. Même si nous considérons le bilan comme étant très positif, il est intéressant de regarder quelques exemples des problèmes que Madame Atala a dû résoudre.

Quiconque veut discourir en français de «corporations», «equity», «statutes», «statutory instruments», «trusts», etc., se heurte d'emblée à un vocabulaire anglais maintes fois séculaire et à une langue fran-

çaise qui résiste à l'emprunt lexical. Devant le choix de faire de la recherche pour aboutir à des innovations lexicographiques peu satisfaisantes ou de parler aux spécialistes du droit avec les mots qu'ils comprennent, elle a opté pour cette deuxième solution, quitte à laisser aux lexicographes le soin de mettre à jour leurs dictionnaires !

2. La thèse de Rémi Michael Beaupré

Selon l'auteur, «la seule méthode d'interprétation digne de confiance de la législation bilingue au Canada exige, comme étape initiale, une lecture comparative des deux versions officielles» (p. 189). Pour démontrer le bien-fondé de cette affirmation, il fournit une impressionnante sélection de textes de jurisprudence canadienne et, de plus, il propose une technique d'analyse afin d'expliquer et de résoudre l'écart possible entre certains textes législatifs bilingues.

Il s'agit d'une formule simple et applicable indifféremment aux textes anglais ou français. L'exemple qu'il en donne à la page 20, note 30, concerne le cas hypothétique d'un texte anglais comportant deux interprétations, dont l'une acceptable et l'autre inacceptable, qu'on arrive à élucider par une comparaison avec la version française. La voici : $Aa + Ba + Af \rightarrow A$. A et B représentent deux interprétations raisonnablement susceptibles d'être données au texte : a dans la version anglaise, f dans la version française. En clair, elle se lit ainsi : deux interprétations possibles, A et B, dans la version anglaise, juxtaposées à une interprétation possible A dans la version française, font de A la seule interprétation acceptable de la disposition dans son ensemble telle qu'elle est exprimée dans les deux langues. À partir de cet outil de base, l'auteur tire deux corollaires, soit $Aa_0 + Ba + Af_0 \rightarrow B$ (où le «0» signifie une ambiguïté) et $Aa + Ba + Af + Cf \rightarrow A$ (où on trouve trois interprétations possibles). Je n'hésiterai pas à qualifier cette formule la méthode «Beaupré», laquelle d'ailleurs a déjà fait l'objet de citations doctrinales et jurisprudentielles.